



### MÉTHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'évaluation rapide multisectorielle (ERM). Ce rapport présente les résultats de l'évaluation menée du 8 au 10 septembre 2021, dans le territoire de l'Irumu, en province de l'Ituri.

### RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Depuis le 28 juin 2021, des attaques attribuées aux présumés ADF ont occasionné d'importants mouvements de populations en provenance des villages de Bandimusuan, Banditadu, Mangbeli, Bandipeitaka, Bandibu, Batinzo, Bandiachi, Okaloru, du groupement de Bundingile, Musangu, Abembi, Masini, Apatia, Makanga, Uwesa, Luna 2Kenemuli, Paypay, dans le groupement de Bandibongo sia et Maffi, Ofay, Manyala, Manzobe, Mahala, Pikamaibo, Mufutabangi dans le groupement de Bandavillemba, tous situés dans la chefferie de Walese vonkutu, territoire d'Irumu dans la province d'Ituri. Lors de ces attaques, des habitants ont été tués, d'autres enlevées et des maisons, des véhicules et des motocyclettes ont été volés, brûlés ou détruits. Au total 38 véhicules, 12 motos et plus de 55 maisons ont été incendiés, près de 125 civils assassinés et 85 personnes portées disparues selon les informateurs clés. La majorité des déplacés a trouvé refuge dans les communautés d'accueil des villages du groupement de BAKPULU et dans le village de LUNA du groupement BANDAVILLEMBE, en Chefferie Walese Vonkutu. D'autres se sont installés dans les écoles primaires de Mwangaza, Sauvetage, Propo piba/mbuti, Gloria, Komanda, Amani/officiel et dans les églises CEBCA et AGLICAN, dans le groupement de Bandiamusu, chefferie de Basili, territoire d'Irumu, dans la province d'Ituri.

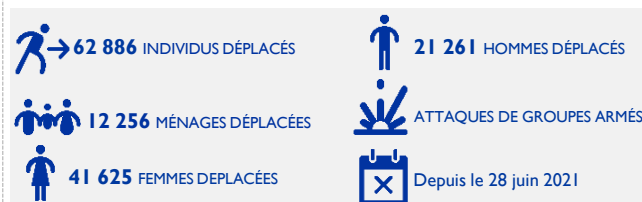
### PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES



### DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

GROUPEMENTS / VILLAGES / CENTRES COLLECTIFS ÉVALUÉS	MÉNAGE	INDIVIDU	HOMME	FEMME	< 5 ANS	LOCALISATION
GROUPEMENT BAKPULU	10971	54855	18285	36570	6232	N 1.357918 ; E 29.649942
VILLAGE LUNA	562	3235	1138	2097	1004	N 0.888609 ; E 29.612662
C.C EP MWANGAZA	137	753	254	499	126	N 1.367329 ; E29.764065
C.C EGLISE CEBECA	213	613	247	366	98	N 1.352949 ; E29.761737
C.C EP SAUVETAGE	41	131	46	85	23	N 1.372946 ; E 29.754873
C.C EP PROPO PIBA/MBUTI	115	920	371	549	102	N 1.380252 ; E 29.768222
C.C EP GLORIA	69	552	202	350	49	N 1.378535 ; E 29.769855
C.C EGLISE AGLICAN	418	1827	718	1109	155	N 1.357321 ; E 29.758354

### DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT



### DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	ITURI
TERRITOIRE	IRUMU
CHEFFERIE	WALESE VONKUTU et BASILI
GROUPEMENT	BAKPULU, BANDIAMUSU BANDAVILEMBA

### OBSERVATIONS & ANALYSES



Cette crise, qui a débuté le 28 juin 2021, a entraîné le départ de 12 805 ménages, soit 64 587 individus. Parmi ces personnes déplacées, 90 pour cent vivent dans les familles d'accueil du groupement de Bakpulu et dans le village de Luna, du groupement Bandavillemba et 10 pour cent sont hébergés dans les centres collectifs des huit villages du groupement de Bandiamusu. Les attaques perpétrées par les présumés ADF persistent dans le groupement de Bandavillemba.



Les déplacés vivent soit dans des familles d'accueil soit dans des centres collectifs (1 272 ménages). Bien que la majorité des déplacés soit logée par des ménages dans les communautés d'accueil, des besoins urgents en abris ont été signalés. De plus, une assistance en abris permettrait de soulager les familles d'accueil et de désengorger les six écoles qui sont utilisées comme abris, considérant que la rentrée scolaire approche. La majorité des déplacés a perdu ses biens dans les villages de provenance et/ou au moment du déplacement. Bien que certains ménages déplacés bénéficient de la solidarité communautaire des familles hôtes, les personnes déplacées rapportent des besoins prioritaires en Articles Ménagers Essentiels (AME) dont : des couvertures, des draps, des supports de couchage et des ustensiles de cuisine.



Dans la zone évaluée, les informateurs clés ont compté 22 sources d'eau fonctionnelles, dont : trois puits à pompe ou à forage, quatre puits creusés et aménagés, cinq sources d'eau naturelles aménagées, huit sources naturelles non aménagées et deux robinets publics. Au total, 40 pour cent des ménages ont accès à l'eau d'une source améliorée qui se trouvent à moins de 45 minutes de marche. La population évaluée rapporte que le nombre insuffisant de points d'eau, le temps d'attente, le coût du bidon de 20 litres élevé à 200 FC et surtout le manque de récipients pour le stockage de l'eau, sont les principaux facteurs limitant l'accès à l'eau. Très peu de ménage dispose de système de lavage des mains avec du savon. Par ailleurs, 80 pour cent des installations sanitaires ne sont pas améliorées ce qui pousse la population à déféquer à l'air libre. Les ménages hébergés dans les centres collectifs utilisent les installations sanitaires des écoles. Toutefois, la situation sanitaire reste préoccupante. Les informateurs clés rapportent que les installations sanitaires ne sont pas séparées entre les hommes et les femmes ; l'eau stagne, les toilettes sont majoritairement non fonctionnelles ou leurs constructions inachevées ; des matières fécales, des déchets solides domestiques et des déchets organiques en décomposition sont présents dans les zones.



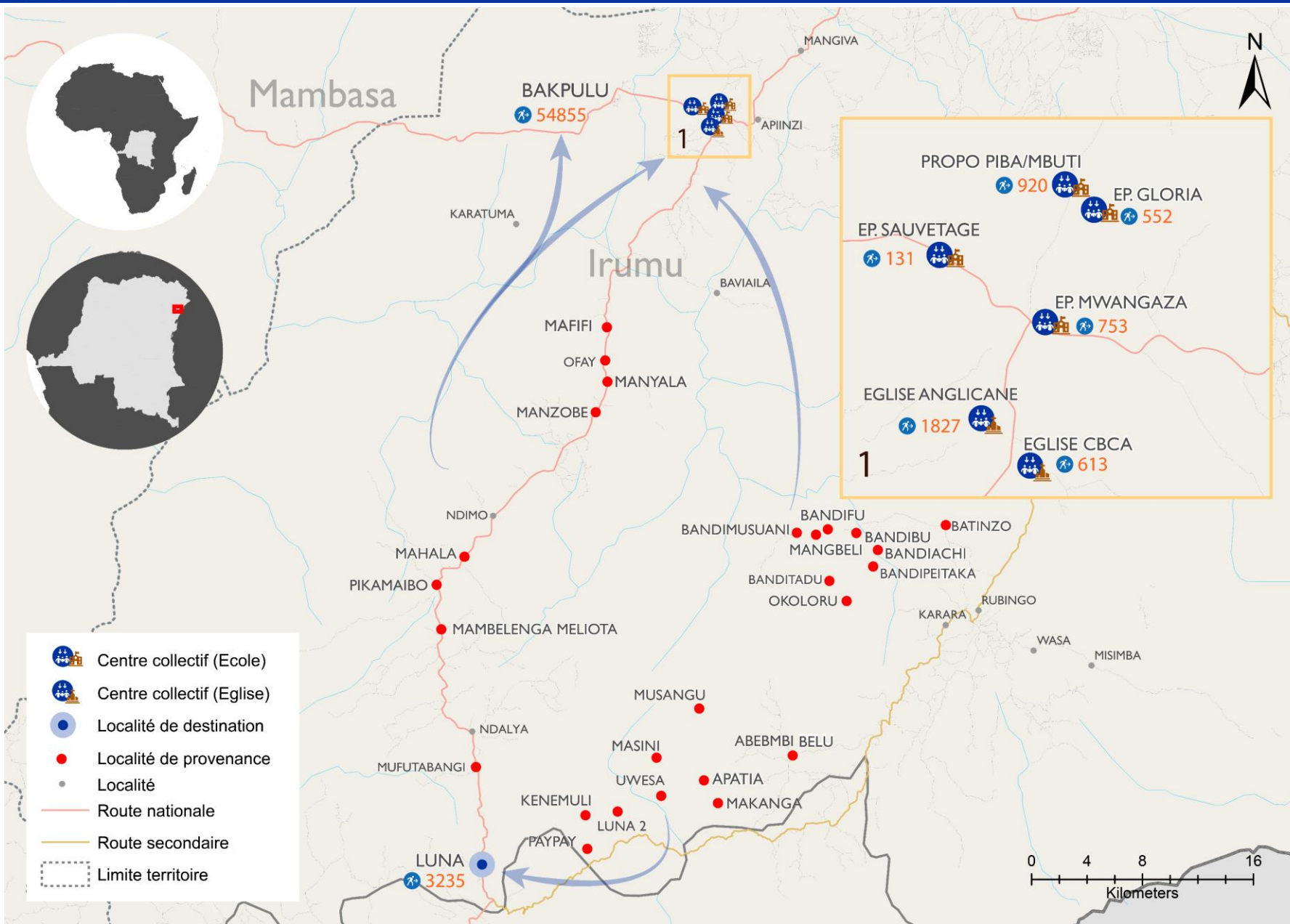
Les informateurs clés en santé signalent 92 cas des diarrhées aiguës chez les enfants de moins de 5 ans qui ont été rapportés au cours des deux dernières semaines, et des cas non rapportés de paludisme et de typhoïde. Ils signalent aussi que la moitié de la population à recourt à l'automédication. Les principaux problèmes qui limitent l'accès aux soins de santé sont : le manque de médicaments, de matériels médicaux, de moyens financiers pour couvrir les soins, la distance (entre 45 minutes et 2 heures de marche) et la destruction partielle ou totale de certaines infrastructures de santé.



Les atrocités commises durant les attaques ont entraîné de lourdes conséquences sur la santé mentale de la population déplacée. La population déplacée, qui pour la plupart souffre de traumatismes et de stress chronique, a besoin d'un accompagnement psychologique, particulièrement pour les enfants déplacés. Il est à noter que 133 cas d'enfants non accompagnés ont été identifiés.



Les personnes déplacées vivaient principalement de l'agriculture et de l'élevage avant la crise. Les personnes déplacées vivent désormais des réserves de la communauté hôte, travaillent dans les champs de la communauté hôte et n'ont reçu à ce jour aucune assistance en moyen de subsistance. En raison de la pression des déplacés sur les denrées disponibles et de la rareté des produits sur le marché, il a été observé une augmentation des denrées alimentaires de base. Par ailleurs, aucun ménage n'est capable de stocker des vivres pouvant couvrir plus d'un repas par jour.



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration.

Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.